

CONVOCAISON
DU
CONSEIL COMMUNAL

Code de la démocratie locale et de la
décentralisation

ART. L1122-11 - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

ART. L1122-12 - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ART. L1122-13 - §1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

ART. L1122-15 - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

ART. L1122-17 - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ART. L1122-24 - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer «**Titre**» «**Prénom**» «**Nom**» pour la fois (1) à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **7 février 2022** à **18 heures en vidéoconférence.**

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 20 décembre 2021
2. Démission de Mme Adeline VANDENBERGHE de son mandat de conseillère communale – acceptation de la démission
3. Démission de Mme Adeline VANDENBERGHE de son mandat de conseillère communale – remplacement :
 - a. Vérification, validation des pouvoirs et prestation de serment
 - b. Déclaration d'apparentement d'un nouveau conseiller communal
 - c. Tableau de préséance
4. Avenant au pacte de majorité – adoption
5. Installation de l'Echevin(e) remplaçant(e) :
 - a. Vérification et validation des pouvoirs
 - b. Prestation de serment
6. *Information* : communication de décisions de l'autorité de tutelle portant sur des délibérations du Conseil communal
7. Commission ayant dans ses attributions tout ce qui a trait à l'« Environnement » - démission du membre référent – remplacement
8. Commission ayant dans ses attributions tout ce qui a trait à la « Ruralité » - démission d'un membre effectif - remplacement
9. A.S.B.L. Crèche communale Estaimpuis Le Petit Poucet – démission d'un membre de l'assemblée générale – remplacement
10. A.S.B.L. Estaim'Culture – démission d'un membre de l'assemblée générale – remplacement
11. A.S.B.L. Estaim'Sportifs – démission d'un membre de l'assemblée générale – remplacement
12. A.S.B.L. Impact – démission d'un membre – remplacement
13. A.S.B.L. Centre de Lecture Publique d'Estaimpuis (C.L.P.E.) – démission d'un représentant des pouvoirs publics à l'assemblée générale – remplacement
14. A.S.B.L. Agence Locale pour l'Emploi – remplacement de deux représentants communaux
15. A.S.B.L. Centre Régional d'Action Interculturelle du Centre (Ce.R.A.I.C.) – démission d'un représentant communal à l'assemblée générale - remplacement
16. A.S.B.L. Contrat de Rivière Escaut-Lys (C.R.E.L.) – démission d'un représentant de la Commune au sein de l'association – remplacement
17. A.S.B.L. Maison du Tourisme de la Picardie – démission de deux représentants de la Commune – remplacement

CONVOCAISON
DU
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la
décentralisation*

ART. L1122-11 - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

ART. L1122-12 - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ART. L1122-13 - §1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

ART. L1122-15 - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

ART. L1122-17 - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ART. L1122-24 - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer **«Titre» «Prénom» «Nom» pour la fois (4)** à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **7 février 2022 à 18 heures en vidéoconférence.**

ORDRE DU JOUR (suite) :

18. A.S.B.L. No Télé – démission d'un représentant communal à l'assemblée générale - remplacement
19. Intercommunale IDETA – assemblées générales – démission d'un délégué communal – remplacement
20. Budget participatif communal – désignation du comité de sélection
21. Opération immobilière – Estaimbourg – acquisition d'un bosquet sis rue de Luna au lieu-dit « Pavé de Belva »
22. ESTAIMPUIS – rue de la Muserie – création d'une nouvelle voirie dans le cadre d'une demande de permis groupé pour la construction de 32 habitations sur les parcelles Div. 4 sect. A 542H, 550C et 550D – approbation
23. Dotation à la zone de secours de Wallonie picarde – exercice 2022
24. Taxe sur les éoliennes – exercices 2022 à 2025
25. Patrimoine – déclassement :
 - a. du matériel de bureau (compte général 23 111)
 - b. du matériel informatique (compte général 23 131)
 - c. de matériel spéciaux et autres véhicules (compte général 23 291)
 - d. d'autre matériel de bureau (compte général 23 191)
26. Opérations Printemps et Eté Jeunes 2022 – fixation des indemnités à octroyer
27. Opération de développement rural – création de 5 logements adaptés aux personnes âgées à Saint-Léger :
 - a. Approbation du projet de dossier définitif et du mode de passation du marché
 - b. Convention-réalisation 2022 - approbation
28. Règlements complémentaires sur le roulage – approbation :
 - a. Bailleul, Place Abbé César Renard
 - b. Bailleul, rue Marcel Nottebaert
 - c. Leers-Nord, rue des Mésanges
 - d. Leers-Nord, rue des Pinsons
 - e. Estaimpuis, rue Reine Fabiola
 - f. Estaimbourg, rue sans nom partant du n° 6 de la rue Clovis Pouillet
 - g. Estaimbourg, place de Bourgogne

Par le Collège communal :

Par ordonnance :
La Directrice Générale,

Le Bourgmestre,

V. BREYNE.

D. SENESAEL.